

Une conférence nationale justifiée par la situation propre de notre parti mais de manière au moins aussi fondamentale par la situation politique

Les résultats de notre parti aux dernières élections européennes où nous avons fait le choix de partir seul avec un candidat « jeune » en duo avec notre secrétaire national venant après le mauvais résultat des présidentielles, la poursuite préoccupante de l'érosion des effectifs ne peuvent que justifier la tenue de la conférence nationale convoquée le 14 décembre prochain.

Mais cette réflexion collective et le débat qui s'imposent ne sauraient être uniquement tournés vers nous même en considérant que la voie choisie par le parti étant la bonne, les déconvenues seraient les conséquences de nos insuffisances.

Car cela serait se situer à contretemps de ce qu'appelle une situation politique inédite, lourde de menaces et de dangers, mais aussi de potentialités plus positives si le camp progressiste dans lequel nous avons un rôle majeur à jouer, sait se hisser à la hauteur des responsabilités historiques qui sont aujourd'hui les siennes.

L'alliance de la droite et de l'extrême droite : conjuguer ultralibéralisme, autoritarisme et xénophobie pour dévoyer les colères et préserver la dictature du capital

Un contexte de recomposition politique qui voit pour la première fois depuis 1945 s'unir les droites et l'extrême droite, au fin de perpétuer un capitalisme de plus en plus prédateur pour les hommes comme pour la nature, avec une arrivée tangible du RN au pouvoir dans moins d'un an ou en 2027, dont il nous faut apprécier à sa juste mesure le danger que cela représente pour la démocratie.

Alors que la construction idéologique qui demeure celle du Rassemblement National, entend substituer durablement à une lecture de la conflictualité sociale en terme de classe, une lecture raciale de la société ou il s'agit de s'en prendre à ceux que l'on désigne sous le terme de parasite qu'il s'agisse de l'immigré, ou de l'assisté voué à la vindicte, à l'ostracisme voir à l'élimination.

Alors qu'il s'agit dans une alliance impliquant la droite et le patronat de dévoyer la colère et la désespérance vers un bouc émissaire pour faire accepter et même partager les objectifs d'une politique de plus en plus brutale, autoritaire, de régression sociale. Ce scénario ayant montré toute son efficacité dans un pays comme l'Argentine ou récemment avec la victoire sans contestation, de Donald Trump aux États Unis

Des aspirations démocratiques et à l'égalité qui demeurent fortes dans la société mais qui peinent à trouver leur traduction et leur débouché politique

Mais l'analyse de ce contexte doit être appréhendée dialectiquement, alors que la crise que traversent les politiques néolibérales et la contestation du capitalisme lui même et ses ravages sociaux et écologiques notamment dans la jeunesse, ouvrent à contrario un champ nouveau pour un rassemblement possible majoritaire nécessaire autours d'une alternative à la voie régressive portée par l'extrême droite.

Une alternative de rupture avec les politiques suivies depuis les années 1980 que le gouvernement Barnier veut encore plus durcir.

Comme en témoigne le sursaut significatif de la gauche rassemblée lors des dernières législatives, cet essai marqué méritant d'être transformé lors des prochaines échéances.

Et alors que nous sommes dans un moment historique où que le chaos du monde appelle à inventer en France mais également à l'échelle de l'Europe et du monde, une voie de dépassement concret du capitalisme financiarisé mondialisé, et son cortège de guerre économique mais aussi militaire, inscrit dans une fuite en avant dans le changement climatique et la destruction des écosystèmes nécessaire à la vie humaine, où ce qui se joue est précisément le devenir humain de la planète.

◆ Une situation politique inédite qui dans sa réalité contradictoire, mérite d'être au cœur de notre conférence nationale

De ce point de vue la conférence nationale implique une réflexion et un débat qui se cantonne pas comme semble nous y inviter notre direction nationale à des problématiques d'organisation, en venant à considérer que le volontarisme et l'activisme pourraient être d'une quelconque manière notre planche de salut.

Or c'est bien ce que laisse penser un message récent adressé aux adhérents :

« Renforcer le Parti pour reconquérir le monde du travail : une priorité organisationnelle et politique »

« Notre parti vise à retrouver sa place parmi les travailleurs et les catégories populaires Depuis deux congrès, nous affirmons une stratégie de rassemblement du monde du travail autour d'intérêts de classe partagés face aux logiques du capitalisme.

Mais pour que cette ambition devienne une implantation réelle et influente, un cap doit être franchi, à commencer par un engagement renforcé dans les lieux de vie et de travail.

La campagne pour l'emploi et contre l'austérité, axée sur l'industrie et les services publics, illustre bien cet engagement : au-delà des revendications, elle vise à affermir notre présence locale et à renouveler nos méthodes d'action pour rester au plus près des réalités du monde du travail.

Aujourd'hui, nombre de Français perçoivent encore mal ce qui distingue le PCF d'autres forces de gauche. Notre visibilité médiatique a certes progressé, portée par notre secrétaire national et par notre candidat aux européennes, ce qui laisse entrevoir un nouvel électorat.

Cependant, notre influence peine encore à s'installer durablement, comme en témoignent des scores autour de 2 à 2,5 %. Ce résultat nous interroge, car une partie de nos concitoyens ne voient pas encore le PCF comme une force politique pleinement crédible et influente.

Je tenais à citer ces quelques phrases. Car par delà le fait de pointer la différence manifeste existante entre audience médiatique, crédibilité et influence politique, ce texte me semble très éclairant d'une posture politique ou l'objectif premier affirmé est la reconquête du monde du travail qui passe par le renforcement du parti.

Avec cette idée non formulée, que ce qui compterait avant tout dans ces temps troublés serait de centrer nos efforts sur le PCF et sa consolidation, dans l'attente, dans des délais non précisés, de jours meilleurs.

◆ Appréhender le devenir du parti de manière déconnecté de la situation politique et en dehors de la dynamique du Nouveau Front Populaire serait une impasse politique et stratégique.

Je considère quant à moi :

- que la place de notre parti parmi les travailleurs et les catégories populaires n'est pas inscrite de droit et à jamais dans le ciel de l'histoire et que la reconquête d'une influence en déclin continu depuis plusieurs décennies implique pour nous bien autre chose que l'activisme ou le repli sur nous même, sur une posture et un discours identitaire ou nostalgique,
- que l'utilité de notre parti et donc son avenir, son existence même en relation étroite avec ce qui fonde sa raison d'être résident dans sa capacité en acte :
 - × à contribuer à la mobilisation du monde du travail précisément pour son émancipation, pour résister à la politique de casse sociale, de criminalisation des conflits sociaux, et des actions pour le climat, l'égalité, l'hospitalité ou contre tous les racismes
 - × à mobiliser toute son énergie pour fédérer les catégories populaires, créer le rapport de force idéologique et politique permettant de faire reculer la réponse mortifère à la désespérance et au ressentiment notamment cultivée par le rassemblement national, précisément en agissant sans attendre pour donner corps à une alternative politique clairement à gauche..

- * à contribuer à construire un projet politique progressiste nourri de la visée communiste donnant de l'énergie et une perspective aux luttes sociales et aux mobilisations citoyennes
- * à affirmer l'actualité d'une politique de paix, de coopération et de solidarité internationale, pour que s'exerce du local, au national, au régional et au mondial la souveraineté populaire, avec ce que cela implique comme transformations profondes, invention s'agissant des institutions nationales et internationales

◆ Le mouvement populaire acteur premier de la transformation sociale et du changement politique, le rassemblement au cœur de notre stratégie, l'enjeu de remettre le projet sur le métier

Nous avons besoin aujourd'hui d'une organisation politique se mettant effectivement au service du mouvement populaire, du rassemblement populaire avec l'ambition d'être utile au monde du travail et à notre peuple :

- Une organisation démocratique, se pensant et fonctionnant comme un intellectuel collectif visant à nourrir une intelligence partagée des contradictions de la société pour les investir politiquement, à donner corps à une lecture de classe des souffrances et des désastres sociaux et écologiques, aux voies et moyens d'un autre avenir, à donner du crédit à une espérance moteur essentiel des mobilisations collectives.
- Une organisation contribuant à fédérer et unir ceux qui aujourd'hui subissent l'exploitation et les dominations, mais qui nombreux aussi agissent, aidant à faire grandir la conviction dans l'action et le débat d'idées que le dépassement du capitalisme est aujourd'hui possible, nécessaire, en portant des contenus transformateurs à la hauteur des enjeux.
- Une organisation politique qui affirme l'actualité du communisme comme processus concret de lutte sociale et politique, d'approfondissement de la démocratie dans la cité comme dans l'entreprise, travaillant dans les pratiques politiques et les mobilisations collectives à l'articulation à renouveler, réinventer entre émancipation individuelle et émancipation collective, en étant attentive, se nourrissant et mettant en valeur et contribuant à faire grandir à ce qui peut naître de neuf dans la société.
- Une organisation se mettant en capacité d'appréhender avec lucidité et esprit critique, la défaite, l'échec du mouvement ouvrier et communiste et d'en tirer les leçons,
- Une organisation qui contribue à articuler les réponses progressistes à apporter à l'échelle de la nation et celles à porter au plan européen et mondial, avec cette même logique du refus de la prédation capitaliste et des guerres inter-impérialistes, en recherchant au contraire l'union de tous les travailleurs du monde, les coopérations entre les peuples, avec l'enjeu capital que constitue aujourd'hui une politique de paix, avec en perspective la construction d'un future commun condition d'un avenir vivable pour l'humanité, une mondialité des peuples alternative à la mondialisation capitaliste.

Notre capacité à arrêter et inverser un processus global d'affaiblissement qui se poursuit et qui atteint aujourd'hui un niveau problématique (masse critique suffisante pour se relancer) appelle un retournement complet de posture politique par rapport à la navigation à vue que nous connaissons depuis trop d'années.

Ou dit plus prosaïquement il s'agit pour nous aujourd'hui de sortir du quant à soi et de nous mettre au service du rassemblement populaire nécessaire notamment à une victoire électorale d'une gauche rassemblée en 2027 et à une défaite de la droite et du RN, et pour permettre la mise en œuvre effective d'une politique de rupture, avec le puissant mouvement social et l'intervention citoyenne de haut niveau que cela suppose.

C'est dans ce cadre et avec un travail patient que l'on peut espérer reconstruire une organisation, utile au monde du travail et à notre peuple car renouant des liens aujourd'hui distendus avec la société, et que nous pouvons y trouver des ressources précieuses pour la conduite du travail théorique et d'élaboration politique qu'appelle aujourd'hui, ce communisme du Xxieme siècle (visée et processus), justifiant l'existence de notre parti.

◆ L'impasse politique de l'électorisme et du populisme...de gauche..

C'est une toute autre ambition que d'espérer en privilégiant l'investissement dans le champ médiatique capter un illusoire nouvel électorat, dans ce qui est aujourd'hui devenu un marché électoral orienté par des médias de plus en plus sous le contrôle des forces de l'argent, de la droite et de l'extrême droite.

La place dans les médias de notre secrétaire national et les bons échos de ces multiples interventions que semblent traduire les sondages d'opinion seraient une hirondelle qui annoncerait le printemps dès lors que « l'on changerait de braquet ».

Permettez moi d'en douter et de considérer la **contradiction profonde existante entre une communication sur le terrain du buzz et de la petite phrase avec une bataille d'idée digne de ce nom visant à la prise de conscience, la mise en mouvement des hommes et des femmes** qui subissent dans leur diversité de situation le joug du capital son régime d'exploitation et de domination.

Ce n'est pas en enfourchant ou en demeurant complaisant vis à vis du combat de la droite réactionnaire contre la gauche culturaliste et la place que cette dernière donne à une défense juxtaposée des identités, pouvant déboucher sur une gestion de segments électoraux,

- mais en contribuant à unir, articuler les luttes contre l'exploitation, les dominations qui servent au capital à perpétuer son emprise sur la société, autour précisément d'un projet politique d'émancipation et de transformation de la société.

Ce n'est pas en caressant dans le sens du poil, les milieux populaires gagnés au vote rassemblement national que l'on peut espérer d'une quelconque manière faire reculer la vague brune mais :

- en menant une bataille d'idées pied à pied, permettant de donner une perspective politique aux aspirations démocratiques et progressistes qui demeurent fortes dans la société,
- en donnant corps à la solidarité et aux combats pour l'égalité, la dignité, en travaillant à l'unité et au développement d'un rassemblement populaire pour résister et construire.

Car c'est l'action collective qui permet à la fois de transformer les situations et la manière dont elles sont vécues, c'est sa conjugaison avec la bataille d'idée qui permet de faire évoluer les représentations individuelles et collectives et les lectures de la société et de son devenir possible.

Et de ce point de vue comment ne pas noter la **contradiction majeure entre cette communication tendue vers la présidentielle tirant argument du rôle structurant de la vie politique de notre pays de cette élection et une politique communiste impliquant l'engagement individuel et collectif, pour transformer en profondeur la société, les pratiques politiques comme les institutions.**

On ne « construit » pas un peuple sur de bons slogans électoraux autour d'un candidat charismatique. Cette conception défendue par le populisme de gauche est illusoire et dangereuse.

Nous avons besoin d'une mobilisation commune, durable, associant partis, associations, syndicats, collectifs militants, portant la conception du peuple que nous voulons être, qui lui donne corps.

Le reproche est légitimement adressé à la France Insoumise, dont le caractère « gazeux » ne fait que renforcer la verticalité, de conduire un objectif central ; celui faire gagner son mentor compris lors de la présidentielle, et cela à n'importe quel prix.. Avec l'illusion que cette rupture ne manquerait d'entraîner de manière quasiment mécanique un processus de nature révolutionnaire.

Mais en dénonçant la prétention hégémonique de Jean Luc Mélenchon sur le même mode de la communication visant à fracter, pour exister médiatiquement, on ne peut que s'exposer au même reproche. Plus grave, cela ne peut faire que les choux gras de nos adversaires, ceux qui entendent cantonner la gauche à une politique responsable car ne mettant pas en cause le capital.

Ce jeu de la petite phrase assassine instrumentée par nos adversaires de classe, les propos alimentant la diabolisation de la France Insoumise revient de fait à jouer contre notre camps.

Cela ne peut que nous décrédibiliser vis à vis de tous ceux qui au travers le soutien qu'ils peuvent apporter à la France insoumise affirment l'urgente nécessité d'un débouché politique aux luttes sociales, d'une mise en cause effective de l'ordre social et économique existant.

Cela ne peut que brouiller, ce que peut encore représenter notre parti pour le camp progressiste, au contraire de l'objectif affirmé d'améliorer sa visibilité et sa crédibilité politique.

Cela place notre parti sur le terrain en grande difficulté, car ne nous permettant pas de progresser dans les territoires ou derrière la figure de Mélenchon et ses outrances bien évidemment contre productive et critiquable, c'est la diabolisation de la gauche de transformation sociale portant la lutte pour l'égalité et de la dignité dans toutes les dimensions de la vie sociale et humaine que cultive la droite et l'extrême droite.

Et nous fragilisant dans les territoires où notre influence demeure importante face à la prétention de cercles dirigeants de la France insoumise de faire feu de tout bois dans une visée électoraliste y compris au prix de l'exploitation politique du communautarisme.

◆ Si différence doit être faite avec les autres forces de gauche, et notamment avec la LFI c'est sur le fond politique et dans les actes posés :

- c'est sur la priorité donnée au mouvement populaire, c'est sur ce terrain du rassemblement, au fin de permettre au plus grand nombre d'être acteurs de leur propre émancipation, dans les mobilisations concrètes pour changer, améliorer la vie quotidienne, poser des actes concrets affirmant la souveraineté des travailleurs sur leur travail, transformer en profondeur la société,
- c'est dans le débat exigeant mais responsable sur les contenus, les rapports de force à construire, sur la manière de penser, construire la transition entre la société d'aujourd'hui et celle à laquelle nous souhaitons contribuer à ouvrir la voie.
- c'est en démontrant notre utilité, en acte, **en étant précisément les meilleurs rassembleurs** en faisant partager cette conviction que les grands soirs électoraux si il ne prennent pas appui sur un rassemblement populaire structuré organisé à l'échelle du pays et des territoires riche de la diversité de ceux qui le composent sont condamnés à déboucher sur l'échec et la désillusion.

◆ Jouer la carte de l'échec du Nouveau Front Populaire serait une faute politique majeure

Affirmer comme a pu le faire Fabien Roussel que l'avenir pourrait résider dans un rassemblement à gauche sans la France insoumise est faire peu de cas et même traiter par le mépris la novation à confirmer qu'a constitué la création du Nouveau Front Populaire :

A savoir l'affirmation d'un combat commun entre organisations politiques, syndicales associatives, et citoyens autour d'un programme de rupture, condition pour faire reculer le rassemblement national. Ce qui a compté de manière décisive dans le résultat des législatives de juillet dernier.

Se situer ainsi, c'est donné de l'eau au moulin de ceux qui de Bernard Cazeneuve, Carole Delga ou Raphaël Glucksmann souhaitent rééquilibrer la gauche en remettant en selle les socio-libéraux qui refusent précisément de rompre avec les politiques néo libérales que nous subissons depuis quatre décennies.

Cela ne peut que désespérer tous ceux qui se sont mobilisés dans le cadre des élections récentes et qui sont légitimement convaincus que c'est uniquement en portant une alternative effective à ces politiques qui nous ont amené au désastre, que la gauche rassemblée peut prétendre devenir majoritaire.

Ce positionnement personnel de notre secrétaire national, est d'autant plus problématique inacceptable au moment où une conférence nationale est censée donner la parole aux communistes et permettre le débat le plus ouvert pour déterminer démocratiquement la feuille de route de notre parti pour la prochaine période.

◆ Les communistes ont vocation à être la force politique motrice du Nouveau Front Populaire

Oui il faut un nouveau front populaire qui devienne effectivement populaire, dans son élargissement, dans son ancrage territorial, dans la diversité de ses membres et de leur sensibilité à l'image précisément de la diversité qui marque la gauche et notre peuple mais aussi dans les contenus qu'il contribue à porter.

C'est dire l'enjeu d'une structuration de comités locaux larges du Nouveau Front Populaire dans les localités et territoires.

Des espaces démocratiques de mobilisation et d'action mais aussi de débats et d'éducation populaire largement ouverts aux forces vives, à tous ceux qui veulent que cela change, à tous ceux qui peuvent y trouver un lieu de partage de ressourcement. Des espaces où s'expérimentent une autre manière de vivre, de faire de la politique.

Nous avons à y prendre toute notre place, en portant nos contenus, en apportant et en recevant. En conjuguant initiatives propres du parti de ses élus et actions communes collectivement définies.

➔ **C'est bien au cœur de cette dynamique que notre parti peut trouver la capacité de se ressourcer, d'enrichir sa réflexion, ses propres analyses et ses propositions, d'interroger et faire évoluer ses pratiques politiques, mais aussi et c'est évidemment essentiel gagner de nouveaux adhérents et militants, en élargissant son audience notamment électorale. C'est décisif y compris dans la perspective des prochaines municipales.**

Il ne s'agit pas d'une voie pavée de roses mais dans cette perspective une organisation même affaiblie comme celle de notre parti (65 752 membres selon la note du CEN, 27 253 adhérents avec un âge médian de 64 ans) peut jouer un rôle non négligeable en étant reconnu comme tel.

Alors qu'à contrario, le volontarisme dont témoigne le message adressé aux adhérents auquel il est fait référence au début de cette contribution apparaît quant à lui problématique plus encore si on le met en correspondance avec ces données.

Le fait que plus de la moitié des 65 752 membres aient en raison de leur âge fait valoir et justement leur droit à la retraite, n'est pas non plus un fait anodin lorsqu'il est revendiqué comme dans ce texte ni plus ni moins que de reconquérir le monde du travail.

Refuser la bataille fratricide et s'opposer à un éclatement mortifère du NFP

Un éclatement du NFP et la bataille fratricide entre les partis politiques le constituant seraient mortifères particulièrement pour notre parti,

Il pourrait dès l'été 2025 en cas de nouvelle dissolution ou d'une élection présidentielle anticipée contribuer à donner les clefs du pouvoir au rassemblement national.

Il ferait planer en 2026, une menace importante pour l'avenir de nombre de municipalités progressistes à direction communiste.

La dernière déclaration de Fabien Roussel au journal le Parisien, laisse à penser que c'est la décision de sortir du Nouveau Front Populaire qui serait désormais l'objet premier de la conférence nationale. Or **une telle décision serait suicidaire pour le parti, pour la gauche et pour notre peuple.**

◆ Aborder sans tabou et sans attendre, la question du positionnement de notre parti lors des prochaines échéances électorales

Je considère personnellement que continuer à jouer solo en espérant tirer notre épingle du jeu dans une stratégie de défense isolée de l'identité supposée du parti, ne peut que déboucher sur les mêmes désillusions que lors des élections présidentielles et européennes.

Avec cette fois le risque tangible d'une disparition pure et simple de notre parti comme organisation politique organisée nationalement et qui compte dans le paysage politique de notre pays.

Notre destin et celui de l'avenir de la gauche et du combat de notre peuple contre le rassemblement national et pour une alternative progressiste m'apparaissent indissociablement liés.

A l'exemple de ce la manière dont notre parti a su se positionner lors du front populaire de 1936, de la libération ou de l'union de la gauche, quels qu'aient été les limites du programme commun c'est lorsqu'il a joué la carte du mouvement populaire et du rassemblement que notre parti a pu à la fois se renforcer au plan organisationnel et électoralement.

Je considère :

- que c'est en se positionnant clairement sur ce terrain de l'union en s'investissant dans le développement du Nouveau Front Populaire et des mobilisations populaires sur des contenus effectifs de transformation sociale que notre parti peut aborder le plus favorablement les échéances à venir.
- que la seule possibilité pour la gauche de gagner en 2027 est d'aborder unie la présidentielle, puis si elle remporte ce scrutin les législatives, précisément en faisant vivre et en développant le NFP et le rassemblement dans l'action.

Un rassemblement autour d'un programme de rupture claire avec les politiques néolibérales menées depuis 1983.

Un programme actualisé avec l'apport des formations politiques mais aussi des organisations notamment syndicales ou associatives composant le NFP.

Un rassemblement permettant d'investir politiquement tous les territoires de la République de mener la bataille politique contre la prétention hégémonique du rassemblement national, en prenant en compte ce qui potentiellement uni l'ensemble des catégories populaires mais aussi ce qui peut aujourd'hui les diviser, les opposer.

Une union fondée sur un accord politique permettant des candidatures communes pour chacune des élections de la prochaine période

- L'affirmation selon laquelle plusieurs candidatures à gauche lors du premier tour de la présidentielle pourraient permettre de rassembler plus large au second tour apparaît dans le contexte, largement illusoire et dangereuse. Comme l'est la prétention de la LFI à considérer qu'elle peut gagner seule en marginalisant les autres composantes de ce qui constitue la gauche et le camps progressiste dans notre pays.
- Cette union qui ne peut être qu'un combat, implique qu'aux législatives le choix des candidats communs soit guidé par l'intérêt supérieur de disposer au parlement d'une majorité claire permettant la mise en œuvre effective du programme du NFP. Ce qui implique une représentation parlementaire des différentes composantes de la gauche construite avec cet objectif, ce qui suppose refus des manœuvres politiques de recentrage, tout comme des prétentions hégémoniques de la la LFI.

Les candidatures communes portées par des candidats désignés par notre parti devant dans cette perspective dépasser largement les 50 circonscriptions des dernières législatives. Tout autre scénario ne pourrait que mener à l'échec.

Mais c'est bien en portant haut et fort le drapeau de l'union et non en nous isolant ou en recherchant des alliances hypothétiques sur une autre base que celle du NFP et de son programme que cet objectif légitime du maintien et de l'élargissement significatif de nos groupes parlementaires peut espérer être atteint.